

# Les dérapages incontrôlés du permis de conduire

**L**A « refonte » du permis de conduire – qui est présenté désormais en format carte de crédit et devait être informatisé – a été... plutôt mal conduite. Retards, dépassements de budget, ratés techniques, marchés publics douteux ont été examinés, la semaine dernière, par la Cour de discipline budgétaire. Le 25 mars, trois hauts fonctionnaires comparaissaient devant la juridiction financière, présidée par Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Selon l'accusation, le contrat passé avec Capgemini, l'entreprise choisie en 2011 pour développer le programme informatique censé faire du permis un concentré de haute technologie, est entaché de multiples irrégularités et autres violations du Code des marchés publics. Et ce petit bijou a un sérieux défaut : après cinq ans, il ne fonctionne toujours pas.

## Ici l'ombre

A l'audience, les fonctionnaires qui dirigeaient l'Agence nationale des titres sécurisés, établissement sous tutelle de l'Intérieur, n'ont guère contesté les faits. Mais, bizarrement, ils ont reçu le soutien du procureur général de la Cour, Gilles Johanet. Le haut magistrat s'est interrogé sur la responsabilité du ministère de l'Intérieur, et sur sa gestion désastreuse. Le chef de l'Inspection générale de l'administration (IGA), Michel Rouzeau, entendu comme témoin, en a rajouté une louche en dénonçant le « *niveau de compétence insuffisant* », « *à tous les étages* », qui a plombé le

programme du nouveau permis, comme quelques autres projets par le passé...

Et le procureur général d'insinuer que les trois accusés font des boucs émissaires commodes. Il a même proposé à la Cour d'ordonner un supplément d'information sur les batailles féroces qui ont opposé plusieurs sociétés pour emporter divers marchés liés au développement des « titres électroniques sécurisés ». Ce serait, selon le haut magistrat, la « *part d'ombre* » de ce dossier.

## Comptes fantastiques

En attendant, les chiffres sont cruels. Le grandiose projet « Faeton », lancé par un certain Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a dévoré environ 40 millions et ne fonctionne toujours pas. Il n'est d'ailleurs pas certain qu'il soit opérationnel un jour. C'est une version édulcorée, dite « Faeton1 », qui a été bricolée à la hâte pour que la France respecte, avec huit mois de retard, une directive européenne qui imposait l'unification des permis de conduire dans l'Union. Il en aurait coûté, selon un rapport de l'IGA, environ 15 millions. Mais il est quasi impossible de démêler ce qui a été dépensé pour telle application, pour ce qui fonctionne et pour ce qui reste en rade. Même les inspecteurs généraux, qui ont pondu pas moins de trois rapports sur le sujet, s'y perdent et fournissent des estimations contradictoires. La plus salée monte jusqu'à 80 millions.

Ils devraient s'informatiser...

**Jérôme Canard**